

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

Journal de Libye Dossiers

N° 22 du 01.06.11

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Iran" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_libyens.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire :

Tiré à part

718 civils tués par l'Otan.

1 Médias et Manipulation de l'opinion

1-1 Jean-Paul Pougala : Les mensonges de la guerre de l'Occident contre la Libye.

1-2 Les médiemensonges fascisants de la presse impérialiste sur la Libye démasqués.

1-3 Cynthia McKinney : La frenzy sanguinaire de l'OTAN.

2 Les brèves

2-1 Moscou estime que les frappes en Libye outrepassent le mandat de l'ONU.

3 Dossier

3-1 Marinella Correggia : Pluie de bombes sur les (civils) libyens. Qui espèrent encore.

3-2 John Pilger Bienvenue dans le monde violent de M. Hopey Changey.

3-3 A l'heure des dépenses militaires, regardez votre montre ! (La montre des dépenses militaires.)

Tiré à part

718 civils tués par l'Otan.

Le porte-parole du gouvernement libyen de Kadhafi, Moussa Ibrahim, a affirmé aujourd'hui que 718 civils ont été tués et 4067 autres blessés par les raids de l'Otan et de la coalition internationale, entre le début de leurs

opérations en Libye, le 19 mars, et le 26 mai.

"Depuis le 19 mars et jusqu'au 26 mai, nous avons eu 718 martyrs parmi les civils et 4.067 blessés, dont 433 gravement", a déclaré M. Ibrahim au cours d'une conférence de presse citant un bilan du ministère de la Santé. Selon le porte-parole, ces chiffres ne prennent pas en compte les victimes parmi les soldats libyens, chiffre que le ministère de la Défense a "refusé" de divulguer, a-t-il dit.

AFP

31/05/2011 |

<http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2011/05/31/97001-20110531FILWWW00717-718-civils-tues-par-l-otan-d-apres-la-libye.php>

1 Médias et Manipulation de l'opinion

1-1 Jean-Paul Pougala : Les mensonges de la guerre de l'Occident contre la Libye.

A- LES VRAIES RAISONS DE LA GUERRE EN LIBYE

1- Manque à gagner pour l'Occident à cause du Premier Satellite africain Rascom 1

C'est la Libye de Kadhafi qui offre à toute l'Afrique sa première vraie révolution des temps modernes : assurer la couverture universelle du continent pour la téléphonie, la télévision, la radiodiffusion et de multiples autres applications telles que la télémédecine et l'enseignement à distance ; pour la première fois, une connexion à bas coût devient disponible sur tout le continent, jusque dans les zones rurales grâce au système par pont radio wmax.

L'histoire démarre en 1992 lorsque 45 pays africains créent la société Rascom pour disposer d'un satellite africain et faire chuter les coûts de communication sur le continent. Téléphoner de et vers l'Afrique est alors le tarif le plus cher au monde, parce qu'il y avait un impôt de 500 millions de dollars que l'Europe encaissait par an sur les conversations téléphoniques même à l'intérieur du même pays africain, pour le transit des voix sur les satellites européens comme Intelsat. Un satellite africain coûtait juste 400 millions de dollars payable une seule fois et ne plus payer les 500 millions de location par an. Quel banquier ne financerait pas un tel projet ? Mais l'équation la plus difficile à résoudre était : comment l'esclave peut-il s'affranchir de l'exploitation servile de son maître en sollicitant l'aide de ce dernier pour y parvenir ? Ainsi, la Banque mondiale, le Fmi, les Usa, l'Union européenne ont fait miroiter inutilement ces pays pendant 14 ans. C'est en 2006 que Kadhafi met fin au supplice de l'inutile mendicité aux prétendus bienfaiteurs occidentaux pratiquant des prêts à taux usuraire; le guide libyen a ainsi mis sur la table 300 millions de dollars, La Banque africaine de développement a mis 50 millions, la Banque ouest-africaine de Développement, 27 millions et c'est ainsi que l'Afrique a depuis le 26 décembre 2007 le tout premier satellite de communication de son histoire. Dans la foulée, la Chine et la Russie s'y sont mises, cette fois en cédant leur technologie et ont permis le lancement de nouveaux satellites, sud-africain, nigérian, angolais, algérien et même un deuxième satellite africain est lancé en juillet 2010. Et on attend pour 2020, le tout premier satellite technologiquement 100% africain et construit sur le sol africain, notamment en Algérie. Ce satellite est prévu pour concurrencer les meilleurs du monde, mais à un coût 10 fois inférieur, un vrai défi. Voilà comment un simple geste symbolique de 300 petits millions peut changer la vie de tout un continent. La Libye de Kadhafi a fait perdre à l'Occident, pas seulement 500 millions de dollars par an mais les milliards de dollars de dettes et d'intérêts que cette même dette permettait de générer à l'infini et de façon exponentielle, contribuant ainsi à entretenir le système occulte pour dépouiller l'Afrique.

2- Fonds monétaire africain, Banque centrale africaine, Banque africaine des investissements

Les 30 milliards de dollars saisis par M. Obama appartiennent à la Banque centrale libyenne et prévu pour la contribution libyenne à la finalisation de la fédération africaine à travers 3 projets phare: la Banque africaine d'investissement à Syrte en Libye, la création dès 2011 du Fonds monétaire africain avec un capital de 42 milliards de dollars avec Yaoundé pour siège, la Banque centrale africaine avec le siège à Abuja au Nigeria dont la première émission de la monnaie africaine signera la fin du Fcfa grâce auquel Paris a la mainmise sur certains pays africains depuis 50 ans. On comprend dès lors et encore une fois la rage de Paris contre Kadhafi. Le Fonds monétaire africain doit remplacer en tout et pour tout, les activités sur le sol africain du Fonds monétaire international qui, avec seulement 25 milliards de dollars de capital a pu mettre à genoux tout un continent avec des privatisations discutables, comme le fait d'obliger les pays africains à passer d'un monopole public vers un monopole privé. Ce sont les mêmes pays occidentaux qui ont frappé à la porte pour être eux aussi membres du Fonds monétaire africain et c'est à l'unanimité que le 16-17 décembre 2010, à Yaoundé les Africains ont repoussé cette convoitise, instituant que seuls les pays africains seront membres de ce Fma.

Il est donc évident qu'après la Libye, la coalition occidentale déclarera sa prochaine guerre à l'Algérie, parce

qu'en plus des ses ressources énergétiques énormes, ce pays a une réserve monétaire de 150 milliards d'Euros. Ce qui devient la convoitise de tous les pays qui bombardent la Libye et qui ont tous quelque chose en commun, ils sont tous financièrement en quasi faillite, les Usa à eux seuls ont 14.000 milliards de dollars de dettes, La France , la Grande-Bretagne et l'Italie ont chacun environ 2.000 milliards de dettes publiques alors que les 46 pays d'Afrique ont, au total, moins de 400 milliards de dollars de dettes publiques. Créer de fausses guerres en Afrique dans l'espoir de trouver de l'oxygène pour continuer leur apnée économique qui ne fait que s'empirer ne fera qu'enfoncer les Occidentaux dans leur déclin qui a pris son envol en 1884, lors de la fameuse Conférence de Berlin. Car comme l'avait prédit l'économiste américain Adams Smith en 1865, dans son soutien à Abraham Lincoln pour l'abolition de l'esclavage, «l'économie de tout pays qui pratique l'esclavage des Noirs est en train d'amorcer une descente vers l'enfer qui sera rude le jour où les autres Nations vont se réveiller».

3- Unions régionales comme frein à la création des Etats-Unis d'Afrique

Pour déstabiliser et détruire l'Union africaine qui va dangereusement (pour l'Occident) vers les Etats-Unis d'Afrique avec la main de maître de Kadhafi, l'Union européenne a d'abord tenté sans y parvenir la carte de la création de l'Upm (Union Pour la Méditerranée) Il fallait à tout prix couper l'Afrique du Nord du reste de l'Afrique. Cela a échoué parce que Kadhafi a refusé d'y aller. Il a compris très vite le jeu à partir du moment où on parlait de la Méditerranée en associant quelques pays africains sans en informer l'Union africaine, mais en y invitant tous les 27 pays de l'Union européenne. L'Upm sans le principal moteur de la fédération africaine était foirée avant même de commencer, un mort – né avec Sarkozy comme président et Mobarack, le vice-président. Ce que Alain Juppé tente de relancer, tout en misant sur la chute de Kadhafi, bien sûr. Ce que les dirigeants africains ne comprennent pas est que tant que ce sera l'Union européenne qui finance l'Union africaine, on sera toujours au point de départ, car dans ces conditions, il n'y aura pas d'effective indépendance. C'est dans le même sens que l'Union Européenne a encouragé et financé les regroupements régionaux en Afrique. Il était évident que la Cedeao qui a une Ambassade à Bruxelles et qui tire l'essentiel de son financement de l'Ue, est un obstacle majeur contre la fédération africaine. C'est ce que Lincoln avait combattu dans la guerre de sécession aux Etats-Unis, parce qu'à partir du moment où un groupe de pays se retrouvent autour d'une organisation politique régionale, cela ne peut que fragiliser l'organe central. C'est ce que l'Europe voulait et c'est ce que les Africains n'ont pas compris en créant coup sur coup, la Comesa , l'Udeac, la Sadc et le Grand Maghreb qui n'a jamais fonctionné encore une fois grâce à Kadhafi qui lui l'avait très bien compris.

4- Kadhafi, l'Africain qui a permis de laver l'humiliation de l'Apartheid

Kadhafi est dans le cœur de presque tous les Africains comme un homme très généreux et humaniste pour son soutien désintéressé à la bataille contre le régime raciste d'Afrique du Sud. Si Kadhafi avait été un homme égoïste, rien ne l'obligeait à attirer sur lui les foudres des Occidentaux pour soutenir financièrement et militairement l'Anc dans sa bataille contre l'apartheid. C'est pour cela que à peine libéré de ses 27 ans de prisons, Mandela décide d'aller rompre l'embargo des Nations unies contre la Libye le 23 octobre 1997. A cause de cet embargo même aérien, depuis 5 longues années aucun avion ne pouvait atterrir en Libye. Pour y arriver, Il fallait prendre un avion pour la Tunisie; arriver à Djerba et continuer en voiture pendant 5 heures pour Ben Gardane, passer la frontière et remonter en 3 heures de route par le désert jusqu'à Tripoli. Ou alors, passer par Malte et faire la traversée de nuit, sur des bateaux mal entretenus jusqu'à la côte libyenne. Un calvaire pour tout un peuple, juste pour punir un seul homme. Mandela décida de rompre cette injustice et répondant à l'ex- président américain Bill Clinton, qui avait jugé cette visite «malvenue», il s'insurgea : «Aucun Etat ne peut s'arroger le rôle de gendarme du monde, et aucun Etat ne peut dicter aux autres ce qu'ils doivent faire ». il ajouta : « ceux-là qui hier, étaient les amis de nos ennemis, ont aujourd'hui, le toupet de me proposer de ne pas visiter mon frère Kadhafi, ils nous conseillent d'être ingrats et d'oublier nos amis d'hier ». En effet, pour l'Occident, les racistes d'Afrique du Sud étaient leurs frères qu'il fallait protéger. C'est pour cela que tous les membres de l'Anc étaient considérés comme des dangereux terroristes, y compris Nelson Mandela. Il faudra attendre le 2 juillet 2008, pour que le Congrès américain vote une loi pour rayer le nom de Nelson Mandela et de ses camarades de l'Anc de cette liste noire, pas parce qu'ils ont compris la bêtise d'une telle liste, mais parce qu'on voulait faire un geste pour les 90 ans de Nelson Mandela. Si les Occidentaux sont aujourd'hui, repentis de leur soutien d'hier aux ennemis de Mandela et sont vraiment sincères lorsqu'on lui donnent des noms de rue et de places, comment continuer à faire la guerre à celui qui a permis la victoire de Mandela et son peuple, Kadhafi?

B- CEUX QUI VEULENT EXPORTER LA DEMOCRATIE SONT-ILS DE VRAIES DEMOCRATIES ?

Et si la Libye de Kadhafi était plus démocratique que les Usa, la France, la Grande-Bretagne et tous ceux qui font la guerre pour exporter la démocratie en Libye ? Le 19 mars 2003, le président Georges Bush lance les bombes sur la tête des Iraquiens avec le prétexte d'y exporter la démocratie. Le 19 mars 2011, c'est-à-dire 8 ans plus tard et jour pour jour, c'est le président français qui lance ses bombes sur la tête des Libyens avec le même prétexte de leur offrir la démocratie. Monsieur Obama, Prix Nobel de la Paix 2009 et président des Etats-Unis d'Amérique, pour justifier qu'il procède à un déferlement de missiles Cruise de ses sous-marins sur la tête des Libyens a dit que c'était pour chasser le dictateur Kadhafi du pouvoir et y instaurer la démocratie.

La question que tout être humain doté de la moindre capacité intellectuelle de jugement et d'appréciation ne peut s'empêcher de se poser est : ces pays comme la France, l'Angleterre, les Usa, l'Italie, la Norvège, le Danemark, la Pologne dont la légitimité pour aller bombarder les Libyens se base sur le seul fait de s'être autoproclamés « pays démocratiques » sont-ils réellement démocratiques? Si oui, sont-ils plus démocratiques que la Libye de Kadhafi ? La réponse, sans équivoque est Non, pour la simple et bonne raison que la démocratie n'existe pas. Ce n'est pas moi qui l'affirme, mais celui-là même dont la ville natale, Genève abrite l'essentiel du commandement des Nations unies. Il s'agit bien entendu de Jean-Jacques Rousseau né à Genève en 1712 qui affirme dans le chapitre IV du Livre III de son très célèbre ouvrage du Contrat social que : «il n'a jamais existé de véritable démocratie, et il n'en existera jamais». Pour qu'un Etat soit véritablement démocratique Rousseau pose 4 conditions selon lesquelles la Libye de Kadhafi est même de loin plus démocratique que les Etats-Unis d'Amérique, la France et tous les autres qui prétendent lui exporter la démocratie à savoir :

1- Dimension de l'Etat : plus un Etat est grand, moins il peut être démocratique, pour Rousseau l'Etat doit être très petit pour que le peuple soit facile à rassembler et que chaque citoyen puisse aisément connaître tous les autres. Avant donc de faire voter les gens, il faut s'assurer que chacun connaisse tous les autres sans quoi voter pour voter est un acte dénué de tout fondement démocratique, c'est un simulacre de démocratie pour élire un dictateur. La structure de l'organisation de l'Etat libyen se fonde sur une base tribale qui regroupe par définition le peuple en de petites entités. Le sentiment démocratique est plus présent dans une tribu, dans un village que dans une grande Nation, parce que le fait que tout le monde se connaisse et que la vie tourne autour des mêmes points communs apporte une sorte d'autorégulation, d'autocensure même pour peser à chaque instant, la réaction ou la contre-réaction des autres membres pour ou contre les opinions qu'on peut avoir. Sous cet angle, c'est la Libye qui répond le mieux aux exigences de Rousseau, ce qu'on ne peut pas dire de même pour les Etats-Unis d'Amérique, la France ou la Grande-Bretagne, des sociétés fortement urbanisées où la majorité des voisins ne se disent même pas bonjour et donc ne se connaissent pas, même vivant côte-à-côte pendant 20 ans. Dans ces pays, on est passé directement à l'étape suivante : « le vote » qu'on a malignement sanctifié afin de faire oublier que ce vote est inutile à partir du moment où je m'exprime sur l'avenir d'une Nation sans en connaître ses membres. On est ainsi arrivé jusqu'à la bêtise du vote des citoyens vivant à l'étranger. Se connaître et se parler est la condition essentielle de la communication pour le débat démocratique qui précède toute élection.

2- Il faut la simplicité des mœurs et des comportements pour éviter que l'on passe l'essentiel du temps à parler de justice, de tribunal pour trouver des solutions aux multitudes querelles d'intérêts divers qu'une société trop complexe fait naître naturellement. Les Occidentaux se définissent comme des pays civilisés, donc aux mœurs complexes et la Libye comme pays dit primitif, c'est-à-dire aux mœurs simples. Sous cet angle, encore une fois, c'est la Libye qui répondrait mieux aux critères démocratiques de Rousseau que tous ceux qui prétendent lui donner des leçons de démocratie. Dans une société complexe, les trop nombreux conflits sont résolus par la loi du plus fort, puisque celui qui est riche évite la prison parce qu'il peut se permettre un meilleur avocat et surtout, orienter l'appareil répressif de l'Etat contre celui qui vole une banane dans un supermarché, plutôt que le délinquant financier qui fait crouler une banque. Dans une ville comme New York où 75% de la population est blanche, 80% des postes de cadres sont occupés par des Blancs et ils ne sont que 20% des personnes en prison.

3- L'égalité dans les rangs et dans les fortunes. Il suffit de voir le classement Forbes 2010 pour voir quels sont les noms des personnes les plus riches de chacun des pays qui jette la bombe sur la tête des Libyens et voir la différence avec le salaire le plus bas dans chacun des pays et faire de même pour la Libye pour comprendre qu'en matière de redistribution de la richesse du pays, c'est à la Libye d'exporter son savoir-faire à ceux qui la combattent et non le contraire. Même sous cet angle, selon Rousseau, la Libye serait plus démocratique que ceux qui veulent pompeusement lui exporter la prétendue démocratie. Aux Etats-Unis 5% de la population possèdent 60% de la richesse nationale. C'est le pays le plus déséquilibré, le plus inégal du monde.

4- Pas de luxe. selon Rousseau pour qu'il y ait la démocratie dans un pays, il ne faut pas qu'il y ait de luxe parce que selon lui, le luxe rend nécessaire la richesse et cette dernière devient la vertu, l'objectif à atteindre à tout prix et non le bonheur du peuple, « le luxe corrompt à la fois le riche et le pauvre, l'un par la possession, l'autre par la convoitise ; il vend la patrie à la mollesse, à la vanité ; il ôte à l'Etat tous ses citoyens pour les asservir les uns aux autres, et tous à l'opinion ». Y a-t-il plus de luxe en France ou en Libye ? Ce rapport d'asservissement des employés qui sont poussés jusqu'au suicide les employés mêmes des entreprises publiques ou semi-publique, pour des raisons de rentabilité et donc de possession de luxe d'une des parties est-il plus criant en Libye ou en Occident ?

Le sociologue américain C. Wright Mills a décrit en 1956 la démocratie américaine comme «la dictature des élites». Selon Mills, les Etats-Unis d'Amérique ne sont pas une démocratie parce qu'en définitive, c'est l'argent qui s'est substitué au peuple. Le résultat de chaque élection y est l'expression de la voix de l'argent et non la voix du peuple. Après Bush-père et Bush-fils, pour les primaires républicaines de 2012, on parle déjà de Bush-benjamin.

En plus, si le pouvoir politique se base sur la bureaucratie, Max Weber fait remarquer qu'il y a 43 millions de fonctionnaires et militaires aux Etats-Unis qui commandent effectivement le pays, mais qui n'ont été votés par personne et qui ne répondent pas directement au peuple de leurs activités. Une seule personne (un riche) est

donc votée mais le vrai pouvoir sur le terrain est tenue par une seule caste de riches qui ne résulte purement et simplement que de nominations comme les ambassadeurs, les Généraux de l'armée etc...

Combien de personnes dans les pays autoproclamés «démocratiques» savent qu'au Pérou, la Constitution interdit un deuxième mandat consécutif au président de la République sortant ? Combien de personnes savent qu'au Guatemala, non seulement le président sortant ne doit plus jamais se présenter comme candidat à cette fonction, mais qu'en plus à aucun degré de parenté, aucun membre de sa famille ne pourra plus prétendre à cette fonction ? Combien savent que le Rwanda est le pays qui intègre politiquement le mieux les femmes au monde avec 49% de parlementaires femmes ? Combien savent que dans le classement de la Cia 2007, sur 10 pays les mieux gérés au monde, 4 sont Africains ? Avec la palme d'or à la Guinée Equatoriale dont la dette publique ne représente que 1,14% de son Pib.

La guerre civile, les révoltes, les rebellions sont les ingrédients d'un début de démocratie, soutient Rousseau. Parce que la démocratie n'est pas une fin, mais un processus permanent pour réaffirmer les droits naturels des humains que dans tous les pays du monde (sans exception) une poignée d'hommes et de femmes, confisquant le pouvoir du peuple, l'orientent pour se maintenir aux affaires. On trouve ici et là des formes de castes qui usurpent le mot « démocratie » qui doit être cet idéal vers lequel tendre et non un label à s'approprier ou un refrain à vanter parce qu'on est juste capable de crier plus fort que les autres. Si un pays est calme comme la France ou les Etats-Unis, c'est-à-dire sans aucune révolte, pour Rousseau cela veut tout simplement dire que le système dictatorial est suffisamment répressif pour empêcher toute tentative de rébellion. Si les Libyens se révoltent, ce n'est pas une mauvaise chose. C'est prétendre que les peuples acceptent stoïquement le système qui les opprime partout dans le monde sans réagir qui est très mauvais. Et Rousseau de conclure : «Malo periculosam libertatem quam quietum servitium -traduction : S'il y avait un peuple de dieux, il se gouvernerait démocratiquement. Un gouvernement si parfait ne convient pas à des hommes». Dire qu'on tue les Libyens pour leurs biens est un leurre.

C- QUELLES LECONS POUR L'AFRIQUE ?

Après 500 ans de relations de dominateur et de dominé avec l'Occident, il est dès lors prouvé que nous n'avons pas les mêmes critères pour définir le bon et le méchant. Nous avons des intérêts profondément divergents. Comment ne pas déplorer le Oui de 3 pays africains au sud du Sahara, Nigeria, Afrique du Sud et Gabon pour la Résolution 1973 inaugurant la nouvelle forme de colonisation baptisée « protection des peuples », validant la théorie raciste que les Européens véhiculent depuis le 18e siècle selon laquelle l'Afrique du Nord n'a rien à partager avec l'Afrique Subsaharienne, l'Afrique du Nord serait ainsi plus évoluée, plus cultivée et plus civilisée que le reste de l'Afrique. Tout se passe comme si la Tunisie, l'Egypte, la Libye, l'Algérie ne faisaient pas partie de l'Afrique. Même les Nations unies semblent ignorer la légitimité de l'Union africaine sur ses Etats membres. L'objectif est d'isoler les pays d'Afrique subsaharienne afin de mieux les fragiliser et les tenir sous contrôle. En effet, dans le capital du nouveau Fonds monétaire africain (Fma), l'Algérie avec 16 milliards de dollars et la Libye avec 10 milliards de dollars contribuent à eux tous seuls pour près de 62% du capital qui est de 42 milliards de Dollars. Le premier pays d'Afrique subsaharienne et les plus peuplés, le Nigeria suivi de l'Afrique du Sud arrivent très loin derrière avec 3 milliards de dollars chacun.

C'est très inquiétant de constater que pour la première fois de l'histoire des Nations unies, on a déclaré la guerre à un peuple sans avoir exploré au préalable la moindre piste pacifique pour solutionner le problème.

L'Afrique a-t-elle encore sa place dans une telle organisation ? Le Nigeria et l'Afrique du Sud sont disposés à voter OUI à tout ce que l'Occident demande, parce qu'ils croient naïvement aux promesses des uns et des autres de leur donner une place de membre permanent au Conseil de Sécurité avec le même droit de veto. Ils oublient tous les deux que la France n'a aucun pouvoir de leur attribuer le moindre poste. Si elle l'avait, il y a belle lurette que Mitterrand l'aurait fait pour l'Allemagne de Helmut Kohl. La réforme des Nations unies n'est pas à l'ordre du jour. La seule manière de compter, est la méthode chinoise : tous les 50 pays africains doivent quitter les Nations unies. Et s'ils doivent y retourner un jour, ne le faire que s'ils ont obtenu ce qu'ils demandent depuis longtemps, un poste pour toute la fédération africaine, sinon rien.

Cette méthode de la non-violence est la seule arme de justice dont disposent les pauvres et les faibles que nous sommes. Nous devons tout simplement quitter les Nations unies, car, cette organisation de par sa configuration, de par sa hiérarchie est aux services des plus forts.

Nous devons quitter les Nations unies afin de marquer notre réprobation de cette conception du monde basée uniquement sur l'écrasement du plus faible. Tout au moins ils seront libres de continuer de le faire, mais pas avec notre signature, pas en rappelant que nous sommes d'accord alors qu'ils savent très bien qu'ils ne nous ont jamais interrogés. Et même quand nous avons donné notre propre point de vue, comme la rencontre de samedi 19/3 à Nouakchott avec la déclaration sur la contrariété à l'action militaire, ceci a été passé tout simplement sous silence pour aller accomplir le forfait de bombarder le peuple africain.

Ce qui arrive aujourd'hui, est le scénario déjà vu auparavant avec la Chine. Aujourd'hui, on reconnaît le gouvernement Ouattara, on reconnaît le gouvernement des insurgés en Libye. C'est ce qui s'est passé à la fin de la Seconde Guerre mondiale avec la Chine. La soi-disant communauté internationale avait choisi Taiwan comme unique représentant du peuple chinois en lieu et place de la Chine de Mao. Il faudra attendre 26 ans, c'est-à-dire le 25 octobre 1971 avec la résolution 2758 que tous les Africains devraient lire, pour mettre fin à la bêtise humaine. La Chine est admise, sauf qu'elle a prétendu et obtenue d'être membre permanent avec droit de veto, si non elle n'entre pas. Cette exigence satisfaite et la résolution d'admission entrée en vigueur, il faudra attendre un an pour que le 29 septembre 1972, le ministre chinois des Affaires étrangères donne sa réponse avec une lettre au Secrétaire général des Nations unies pas pour dire Oui ou Merci, mais pour faire des mises au point, en garantie de sa dignité et de sa respectabilité. Qu'est-ce que l'Afrique espère obtenir des Nations unies sans poser un acte fort pour se faire respecter ? On a vu en Côte d'Ivoire un fonctionnaire des Nations unies se considérer au-dessus d'une Institution constitutionnelle de ce pays. Nous sommes entrés dans cette organisation en acceptant d'être des serfs et croire que nous serons invités à table pour manger avec les autres dans les plats que nous avons lavés est tout simplement crédule, pire, stupide. Quand l'Ua reconnaît la victoire de Ouattara sans même tenir compte des conclusions contraires de ses propres observateurs envoyés sur le terrain, juste pour faire plaisir à nos anciens maîtres, comment peut-on nous respecter ? Lorsque le président sud-africain Zuma déclare que Ouattara n'a pas gagné les élections et change à 180° disant le contraire après une petite visite de 8 heures à Paris, on peut se demander ce que valent ces dirigeants qui représentent et parlent au nom de 1 milliard d'Africains.

La force et la vraie liberté de l'Afrique viendront de sa capacité à poser des actes réfléchis et en assumer les conséquences. La dignité et la respectabilité ont un prix. Sommes-nous disposés à le payer ? Si non, notre place reste à la cuisine ou aux toilettes pour garantir le confort des autres. D'ici là, en Libye, les bombes qu'on nous décrit comme des rosiers qui tombent du ciel pour reboiser le désert libyen, sont françaises, américaines, britanniques, italiennes, canadiennes, norvégiennes, mais les victimes sont africaines, toutes africaines. Oui, c'est une guerre déclarée à tout le peuple africain, pas à un homme, pas à un pays.

Jean-Paul Pougala

Jean-Paul Pougala pougala@gmail.com

(*) Jean-Paul Pougala est un écrivain d'origine camerounaise, Directeur de l'Institut d'études géostratégiques et professeur de sociologie à l'Université de la Diplomatie de Genève en Suisse.

24 Mai 2011

Le Temos - 2011-03-30

roland diagne <rolandfode@gmail.com>

1-2 Les médiamentonges fascisants de la presse impérialiste sur la Libye démasqués.

Permettez nous de relayer ces démasquations pertinentes de la guerre coloniale de la Françafric, de l'Eurafric et de l'Usafric contre le peuple héroïque de cette terre d'Afrique la Libye.

"La pire des choses ce n'est pas la méchanceté des gens mauvais mais c'est le silence des gens biens" (Norbert ZONGO journaliste Burkinabé assassiné par la Françafric).

Citation très à propos sur l'incroyable "silence" des internationalistes, des pacifistes, anti-colonialistes, ces "gens biens" des pays en guerre comme la France, le Royaume Uni et les Etats-Unis. Faut-il attendre que des soldats des pays des "gens biens" tombent pour que s'éveillent la conscience qu'un petit pays de 6 millions d'habitants est utilisé comme "cobaye-test" des tonnes de bombes des bouchers de Paris, Londres, Washington flanqués des roitelets intégristes du Qatar, des Emirats, du Koweït et de l'Arabie Saoudite?

Ces bouchers sont aussi des brigands qui volent les 150 milliards de dollars des fonds souverains de l'Etat Libyen pour endetter la Tunisie et l'Égypte.

Mais expliquer pour convaincre, analyser pour convaincre, lisez mais aussi diffusez donc ces réflexions alternatives au venin fascisant des médias des "civilisés" donneurs de leçon de Paris, Londres, Washington.

Réponse de Jean Paul Pougala sur les mensonges de l'occident en Lybie

Par Jean-Paul Pougala, Le 26 mai 2011, cameroonvoice.com - 2011-05-25

Après mon article intitulé : Les Mensonges de la guerre de l'Occident contre la Libye, texte traduit dans une quarantaine de langues à travers le monde, j'ai reçu des milliers d'emails de réactions pour ou contre. Je remercie chaleureusement tous ceux qui ont pris la peine de m'écrire. Vu le nombre élevé de ces messages, il m'était impossible de répondre individuellement à tout le monde. J'ai ainsi décidé d'écrire cet article pour répondre collectivement à vos doutes et interrogations que j'ai résumés et regroupés en ces quelques points ci-

dessous. Les réponses qui s'en suivent reflètent intimement ma pensée, mes convictions :

1- KADHAFI A-T-IL TIRE SUR SON PEUPLE ? KADHAFI A-T-IL TUE 10.000 LIBYEN ? FAUX !

Dans cette expression de « **tirer sur son peuple** » il y a déjà l'intention de nuire au président Libyen. On veut manipuler l'opinion en suscitant son indignation. S'il avait tiré sur le peuple italien ou français cela aurait-il été plus normal ? Non. Il ne s'agit en effet que d'une association de mots savamment étudiés dans des bureaux de recherches stratégiques pour trouver les expressions appropriées à intégrer à la vraie guerre qui a ensuite été déclenchée.

Pour revenir à l'accusation même, L'information principale qui a justifié la résolution 1973 du Conseil de Sécurité des Nations-Unies est celle d'un prétendu carnage de 10.000 morts et 55.000 blessés en 1 mois, commandité par le Président Libyen. C'est une affirmation mensongère et pour plusieurs raisons :

- Logique : Pour tuer 10.000 personnes en un mois, il faut être capable d'en tuer 300 à 400 tous les jours. Seul Hitler y est parvenu, mais il a eu besoin de plusieurs installations de fours crématoires.
- Kadhafi aurait utilisé des avions de combat qui normalement volent à 5.000 mètres d'altitude et à une vitesse de 1.000 km/h. A moins de larguer une bombe atomique, ces avions, aussi spéciaux soient-ils ne pourraient pas réussir un tel exploit.
- Pour les blessés, leur nombre est dans tous les pays du monde fournis par des sources hospitalières. Dans la gestion optimale d'un hôpital, il est prévu environ 10 à 20 places de libre pour accueillir des cas imprévisibles. Pour accueillir 55.000 blessés, à raison de 20 par hôpital, il faudrait 2.750 hôpitaux pour accueillir tous les blessés Libyens et même en utilisant tous les hôpitaux du continent africain (environ 1.230) on n'y arriverait jamais.
- Les photos diffusées de ce prétendu massacre proviennent du cimetière « **Sidi Hamed Cemetery** » où se déroulait une normale opération de renouvellement du sol avec déplacement des restes humains, pratique très habituelle et commune dans le monde judéo-islamo-chrétien pour laisser place aux nouveaux morts, chaque 10 ou 20 ans selon les pays.
- Origine de l'information. Le philosophe Chinois Mo Tseu (479-381 avant l'ère chrétienne) a écrit que pour vérifier la véracité d'une information, il faut d'abord identifier la source et se demander quelles sont les raisons avouées et inavouées de celui qui vous communique une information. D'où est arrivée l'information ? des rebelles, c'est naturel ! Mais diffusée sans conditionnel par la Chaîne de télévision Al Jazeera qui appartient à l'émir du Qatar. Le hasard veut que ce petit pays soit le seul pays Arabe qui participe à larguer les bombes sur la tête des Libyens. Une coïncidence plutôt troublante.

A ce jour, plusieurs mois après le prétendu massacre, on n'a toujours pas l'ombre d'une preuve irréfutable. Ce qui n'a pas empêché le mandat d'arrêt du procureur de la Cour pénale internationale (CPI) Luis Moreno-Ocampo qui était vigilant de menacer Gbagbo pour les 7 femmes tuées à ABOBO le 8 Mars 2011, mais complètement muet au moment des faits et amnésique aujourd'hui pour les 1.200 morts de Ouattara à Duékoué (selon le CICR et la CARITAS) et cela en présence des troupes françaises de la Licorne et celle de l'ONUCCI.

Monsieur Moreno-Ocampo n'a pas jugé opportun d'effectuer le moindre déplacement en terre libyenne pour vérifier ces accusations. Qu'importe, demander l'arrêt d'un Chef d'état Africain non docile est devenu le seul motif qui justifie l'existence même du TPI.

2- KADHAFI ET LES MIGRANTS AFRICAINS

Lorsqu'en 2006, Kadhafi réunit les Ministres de l'Intérieur Africain pour leur proposer une carte d'identité unique avec une codification commune pour toute l'Afrique afin de faciliter le déplacement des Africains sur tout le continent sans formalité administrative excessive, tous les présents étaient contents et enthousiastes du projet du guide Libyen. Mais à leur retour, un coup de fil à Paris, un autre à Londres et voilà que l'idée n'était plus bonne pour certains pays qui ont vite relayé la propagande selon laquelle si la mesure était entrée en application, la Libye aurait colonisé les autres pays africains. Là où le comble arrive est lorsque les clandestins africains en Libye proviennent à 99% des pays qui avaient refusé la proposition Libyenne.

Par ailleurs, pour des raisons de sécurité intérieure, aucun pays du monde ne peut assister passivement au fait que son territoire devienne le point de passage des personnes qu'il n'est pas en mesure d'identifier. En Libye, il y a la même loi qui est en vigueur dans tous les pays Africains, c'est le délit de clandestinité pour les étrangers démunis de titres de séjours valides.

Document communiqué par les "Africains d'Europe" en référence à l'article de l'«*Express*» du 11/03/2011 intitulé "Libye : les faits sont plus compliqués"

Pour terminer, pour tous les Africains dotés d'un minimum sens de discernement, il ne fait aucun doute que le destin de la jeunesse africaine n'est pas celui de se mettre en marche vers l'illusion d'un hypothétique paradis européen pour occuper le bas de l'échelle des classes sociales en occident. L'objectif pour lequel il vaut la peine se battre est celui de faire rêver l'Afrique. L'Afrique doit faire rêver les Africains, afin qu'ils aient la sérénité et l'enthousiasme nécessaire pour surmonter les défis qui les attendent.

En conclusion, accuser Kadhafi de n'avoir pas laissé les clandestins se déplacer librement sur son territoire c'est faire montre d'une incapacité à comprendre la complexité des problèmes qui nous entourent.

3- KADHAFI ET LA LONGEVITE DE SON POUVOIR

Une des raisons pour aller bombarder la Libye est que le Guide Libyen a passé trop d'année au pouvoir (42 ans). Le record de longévité des hommes politiques au pouvoir n'est pas détenu ni par Kadhafi, encore moins par les Africains, mais par les Occidentaux. Prenons 4 exemples de 4 pays qui bombardent la Libye pour lui exporter leur modèle de démocratie :

Les USA : L'ancien membre du Ku KLUX KLAN, Robert Byrd(photo), qui a reconnu dans ses mémoires en 2005 avoir orchestré une manœuvre au Congrès américain en 1964 pour retarder la loi sur les droits civiques des Noirs, a siégé au Sénat Américain de façon ininterrompue pendant 56 ans. Né le 20 novembre 1917, et membre du Parti démocrate et sénateur de Virginie-Occidentale, il siègera au Congrès des États-Unis de janvier 1959 à sa mort survenue le 28 juin 2010. Cela fait 63 ans au total en ajoutant les 6 ans qu'il a passé à la chambre des Représentants, où il est entré le 20 janvier 1953 lorsque le président Harry Truman cédait sa place à la Maison Blanche à Dwight Eisenhower et il en est reparti seulement qu'à cause de la mort, sous la présidence Obama. Avant lui, monsieur Carl Hayden a été Sénateur pendant 56 ans et 319 jours, de 1912 à 1969. Et bien d'autres encore. Lorsqu'on sait qu'un sénateur Américain est 10 fois plus puissant qu'un Chef d'Etat Africain, cela donne une idée de la profondeur de cette longévité politique.

En France, Louis Philippon a été maire de Juvigny dans l'Aisne, pendant 69 ans (de 1929 à 1998), Philippe de La Moissonnière-Cauvin, a été maire de La Fontelaye en Seine-Maritime pendant 63 ans de 1945 à 2008. Hubert d'Andigné, a été pendant 59 ans maire du Champ-de-la-Pierre dans l'Orne de 1946 à 2005. Roger Sènié âgé de 90 ans est aujourd'hui le maire de La Bastide-de-Bousignac dans l'Ariège, poste qu'il occupe depuis octobre 1947, c'est-à-dire 64 ans, peut-être qu'en 2014 briguera-t-il un nouveau mandat. Dans le pays de la révolution française, y aura-t-il un candidat pour le battre ? C'est le même cas que pour Monsieur Arthur Richier, âgé de 89 ans et maire de Faucon-du-Caire dans les Alpes-de-Haute-Provence, depuis 1947 à ce jour.

Pierre Abelin (1909-1977), politicien français qui cumulera les fonctions de ministre dans 4 gouvernements, de Shumann en 1947 à Chirac en 1974, député de 1945 à 1974, maire de Châtelleraut (de 1959 à sa mort en 1977) . Et lorsqu'il meurt, il est remplacé à la mairie par sa femme, parce que son fils Jean-Pierre Abelin qui n'a que 27 ans a besoin de temps pour prendre l'héritage de papa et tout rafler : ainsi il est aux manettes juste un an plus tard et devient député de la Vienne de 1978 à aujourd'hui, Conseiller général de 1977 à aujourd'hui, vice président du conseil général depuis 1982 à aujourd'hui. Et depuis 2008, il a ajouté à tous ces pouvoirs, le poste du Maire de cette même ville. A quoi servait la révolution française ? Que se serait-il passé si cette saga s'était passée dans une famille africaine ? On aurait tout simplement conclu que les Africains s'accrochent au pouvoir. Voilà le détail de ce système de dynastie démocratique à la française qu'on utilise les bombes pour exporter en Libye ;

Roselyne Bachelot, l'actuelle Ministre des Solidarités et de la Cohésion sociale a depuis 23 ans (1988) pris la succession de son père Jean Narquin qui avait été pendant 20 ans député du Maine-et-Loire de 1968 à 1988. Comme cela ne suffit pas pour rafler tout l'héritage de papa, elle cherche depuis à en ajouter une nouvelle fonction : Maire d'Angers. Son fils Pierre Bachelot né en 1970 entre au parlement dès l'âge de 22 ans comme Assistant de maman. Le petit génie de fils accompagnera la mère comme conseiller parlementaire, lorsque maman deviendra successivement Ministre de l'écologie en 2002 et Ministre de la santé en 2007. C'est cette année que le jeune Pierre prendra son autonomie à 37 ans, puisqu'il sera nommé à un poste créé sur mesure pour lui par maman à l'Inpes (l'Institut national de prévention et d'éducation pour la santé) malgré sa formation en « **art privé** ». Elle n'est pas belle la démocratie au pays de la révolution française ? Il faut vite l'exporter en Libye.

En Italie, Giulio Andreotti(photo) a été élu député en 1946 et aujourd'hui il vote comme sénateur à vie, c'est dire depuis 65 ans. Comme il n'avait plus la force de faire la campagne électorale, il a été nommé « **Sénateur à vie** ». Il a ainsi cumulé ses fonctions de député et de Président du Conseil Italien, poste qu'il a occupé 7 fois en 20 ans, du 17 Février 1972 au 24 Avril 1992. Pendant ce temps, son parti est resté au pouvoir sans interruption de 1946 à 1992, c'est-à-dire 46 ans. Et ne sera balayé que par la justice pour corruption. Pour comparaison, le parti de Kadhafi n'a fait que 42 ans au pouvoir en Libye.

Dans le Royaume Uni, la situation est encore catastrophique où on ne parle pas de longévité d'Elizabeth II qui est reine de 16 pays indépendants depuis 1952. En 1942 à seulement 16 ans, elle est déjà nommée chef de l'armée et passe en revue les troupes. Classée par le magazine FORBES 214ème fortune mondiale pour le seul mérite d'être née, elle coûte aux britanniques la somme de 43 millions de dollars par an. La reine n'a pas de pouvoir ? Et si Kadhafi devait devenir le roi de la Libye ? Que se serait-il passé si Kadhafi avait instauré un émirat avec sa famille, comme le Qatar qui participe aux bombardements ? Qu'aurait-on dit si pour le mariage d'un des fils de Kadhafi on avait décrété une journée fériée, immobilisé toute la nation ? Exactement comme cela s'est passé à Londres pour le mariage du prince William et de Kate le 29 avril 2011 ??? La télévision France24 a calculé le coût de cette journée fériée à 6 milliards d'euros au patronat britannique. Cette folie démocratique qu'on veut exporter en Libye a coûté à la mairie de Londres 22 millions d'Euros pour la seule sécurité. Pendant ce temps, les frais de scolarité par an dans les universités publiques britanniques ont été multipliés par 3 (passant de 3900 à 10700 euros). Le Canada qui reste une colonie doit payer 50 millions de dollars canadiens par an pour soutenir la famille royale britannique ; pendant ce temps selon Statistique Canada, les frais d'inscription dans les Universités Canadiennes ont augmenté entre 1996 et 2002 par exemple dans la province de l'Ontario de 141% pour la faculté de droit, de 241% pour la médecine et de 315% en dentisterie. Et on peut bien se demander comment peuvent-ils prétendre concurrencer la Chine sur les spécialités intellectuelles en pénalisant ainsi l'acquisition de ces connaissances pointues, par leur jeunesse.

En Afrique, à ce jour, aucun politicien Africain n'a battu ces records d'incohérence, à n'importe quel niveau de la vie politique. Ailleurs, ce qu'on exige d'un politicien est son bilan pourquoi ceci ne serait-il pas valable pour le président Libyen ? Mais pour avoir une idée de son bilan politique pour son pays, il faut juste se poser la question de savoir pourquoi il n'y a jamais un seul Libyen sur les trop nombreuses embarcations de fortune qui échouent sur les côtes italiennes de Lampedusa ? Pourquoi les Libyens ne fuient-ils pas leur pays ? Mais aussi, si Kadhafi est ce méchant dictateur, pourquoi c'est le pays Africain qui a le plus grand taux d'étrangers ? Les ressortissants des USA, France, GB, se sentent-ils mieux au Qatar ou en Libye ? Et que dire du fait que le drapeau de la rébellion libyenne est bien celle de la royauté. C'est comme si des rebelles français aujourd'hui brandissaient le drapeau des rois de France, c'est-à-dire que les occidentaux font la guerre en Libye pour la reporter en arrière de 43 ans, pour passer d'une république fut-elle imparfaite, vers une royauté, pourvue que le nouveau roi soit docile, et que l'argent du pétrole remplissent les banques qu'on lui indiquera, il peut être sûr qu'on lui déroulera le tapis partout en occident.

4- POURQUOI LES INTELLECTUELS AFRICAINS NE SOUTIENNENT-ILS PAS LE CNT LIBYEN ?

Le CNT est une création de la France. C'est le philosophe Français Bernard-Henri Lévy(photo) qui a lui-même expliqué à la presse ses multiples voyages pour encourager les Libyens à se débarrasser de Kadhafi. C'est encore lui qui nous a expliqué qu'un mouvement était né. C'est toujours lui qui nous donnera le nom de CNT, il nous dira qu'il est composé de 35 membres, pire qu'en dehors de 3 ou 4 de ses membres tous les autres 30 souhaitent garder leur anonymat. Lorsque Monsieur Lévy a communiqué au monde que Kadhafi utilisait les Noirs venus d'Afrique noirs payés une bouchée de pain, personne n'avait auparavant songé de lui expliquer que les tribus du sud de la Libye sont composées essentiellement de populations Noires qui donc se trouvent à tous les postes de l'administration Libyenne. En effet contrairement à la France, plusieurs ambassadeurs Libyens dans le monde sont des Noirs, des Noirs Libyens.

Le racisme peut rendre aveugle. L'erreur de Henri Lévy était basée sur la conception raciste des Européens du 19ème siècle qui tend à séparer les populations africaine d'origine arabe et les Noirs sur une base de classement hiérarchique des valeurs culturelles des uns et des autres. C'est toujours notre philosophe qui a promis à Monsieur Sarkozy que la guerre n'aurait pas duré plus de 3 jours, parce que, a-t-il expliqué à la presse, « **l'armée de Kadhafi est composée de 300 minables hommes mal équipés** ».

Bernard Henri Lévy, comme nous le rappelle l'agence de presse Russe RIA-Novosti, s'était trompé de la même manière en 1999, après l'attaque contre le Daguestan par Chamil Bassaïev, Lévy avait alors recommandé à l'Occident de reconnaître l'autorité du terroriste Maskhadov en Tchétchénie. Ce dernier sera abattu par les FSB russe le 8 mars 2005. Lévy va récidiver en été 2008, il va encore se tromper d'encourager le président Georgien Mikhaïl Saakachvili à déclencher une guerre suicidaire contre la Russie. La suite, on la connaît. Le pire du ridicule dans tout cela est qu'il n'a toujours pas compris que la politique est une science et comme toute science, il faut prendre le temps d'en connaître les principes et les mécanismes pour éviter de se tromper sur des questions les plus élémentaires de politique internationale, surtout lorsqu'on incite les manifestants pacifiques à la guerre.

Récemment, pour la commémoration des 40 ans de la fin de la guerre du Biafra, la plus meurtrière de l'Afrique, avec environ 2.000.000 de morts, la radio publique suisse RSR nous a proposé des documents inédits, piochés dans les archives de la CICR, la Croix Rouge Internationale dont le siège est ici à Genève. Les témoignages étaient des interviews réalisées il y a 40 ans aux différents dirigeants de cette organisation qui expliquaient comment le CICR profitait de son statut de neutralité pour transporter les armes pour aider à la victoire de la

France dans cette guerre prétendument pour l'indépendance des Biafrais, peuple qui se trouvait ainsi pris au piège d'une décision prise à Paris qui voulait à tout prix elle aussi avoir son émirat pétrolier comme les Britanniques au Koweït ou au Qatar. La révélation la plus cauchemardesque de ces archives ont été pour moi de découvrir que sur les 2.000.000 de morts, la moitié ont été des morts inutiles, sacrifiés pour empêcher que Paris ne perde la face, car nous dévoile le dirigeant du CICR, un an avant la fin de la guerre, tous savaient qu'elle était perdue, mais Paris et le CICR continuaient de fournir aux Biafrais de nouvelles armes tout en leur disant qu'ils étaient en train de gagner.

C'est exactement le même scénario aujourd'hui en Libye. On croyait gagner facilement une guerre en 3 jours, au 3ème mois sans aucune avancée, et malgré les 1.000.000 d'euros par jour que coûte à la France cette guerre (chiffre fourni par le Ministre Français de la Défense), on continue la NO FLY ZONE en bombardant les bureaux, les écoles et les hôpitaux Libyens comme si ces derniers volaient. Et comme ces actes de terreur ne marchent pas, on revient à la recette née à la guerre du Biafra : utiliser ses ONG pour invoquer un génocide, invoquer le Tribunal Pénal International et même si on sait que cela ne marchera pas, qu'importe, il vaut mieux faire mourir toute la Libye, plutôt que d'avoir le courage de reconnaître qu'on s'est trompé et qu'on a perdu la guerre.

Pour les intellectuels africains, le débat n'est nullement celui de soutenir Kadhafi contre le CNT ou soutenir le CNT contre Kadhafi, mais sur le principe de la justice internationale qui est aujourd'hui biaisée par un certain nombre de pays occidentaux, qu'on connaît, car ce sont toujours les mêmes qui étaient assis à la table de la conférence de Berlin en 1884 pour décider du destin de l'Afrique sans la présence des Africains, qui aujourd'hui humiliant l'Union Africaine et toutes ses décisions, et s'arroge le droit de choisir à la place des Africains leur destin. Lorsque les présidents de 3 pays occidentaux (USA, France, UK) payent une tribune dans les journaux de plusieurs pays pour annoncer que Kadhafi n'est pas un bon leader pour la Libye, je crois qu'il s'agit d'une insulte à l'intelligence des Africains.

Hier nos parents et nos ancêtres étaient certes des primitifs qui ne comprenaient rien de ce qui leur arrivait, mais aujourd'hui, nous avons étudié dans les mêmes écoles, nous avons apprivoisé les mêmes connaissances que le monde entier et continuer de nous regarder du haut en bas comme des éternels esclaves, est une faute grave des occidentaux qu'il revient à nous autres Africains de corriger et non de seconder par notre silence coupable. Nous devons faire l'histoire, la nôtre et non plus la subir. Comme nous ne disons pas aux Américains, aux Britanniques ou aux Français qui est mieux pour guider leur destin, c'est à nous de nous battre pour qu'ils n'interfèrent plus dans le processus de formation de notre propre démocratie fut-elle imparfaite et blâmable ; et comme il s'agit d'un processus, même les échecs sont des acquis positifs devant servir à l'amélioration qui est le propre de l'adaptation pour la survie de toute espèce vivante.

La révolution libyenne a malheureusement été stoppée net, le jour où l'interférence occidentale est devenue palpable dans la crise de ce pays. Kadhafi qui semblait mis aux cordes par des manifestations naturelles dans ce processus d'amélioration du genre humain a été miraculeusement remis en scelle grâce à l'ingérence de la France qui a commis la grave erreur stratégique de transformer une manifestation pacifique en rébellion armée. Et la recette de la rébellion armée peut bien avoir fonctionné en Côte d'Ivoire, mais pas forcément ailleurs.

5- CONCLUSION

L'ignorance est le vrai danger qui mine la jeunesse africaine et les empêche à une prise de conscience effective des défis qui les attendent. Contribuer à réduire cette ignorance est déjà faire quelque chose. Car c'est parce que les populations seront conscientes de leur poids et de leur valeur qu'elles pourront prétendre de leurs dirigeants des comportements plus rigoureux, respectueux de leurs intérêts.

Dans l'ignorance, il n'y a point de conscientisation et chacun fait ce qu'il veut, puisque personne ne lui demande de rendre compte. Le système de manipulation des masses africaines par l'Occident a porté un sacré coup dur au processus démocratique normal de l'Afrique, puisque l'alibi du complot des Blancs affranchit très vite aux yeux du peuple tous les débordements de leurs dirigeants. Ne pas subir cette manipulation est la garantie que les Africains sauront faire la part des choses entre les dirigeants valeureux et ceux médiocres.

C'est venu pour nous le temps de dire *enough is enough*, trop c'est trop. Mais pour le faire, il faut résoudre ce problème de la grande ignorance dans laquelle est trempée la majorité de nos frères et sœurs qui n'ont de conscience que le fruit de la manipulation dont ils sont victimes. Ce que j'ai fait n'est je l'espère que le début de cette nouvelle bataille que chaque Africain doit maintenant s'approprier et puis tous ensemble, nous devons être capables d'exiger que la politique soit suffisamment rigoureuse pour soigner finalement nos intérêts et non plus exclusivement ceux de l'Occident contre les nôtres.

Nous sommes 1 milliard d'Africains. Nous devons être capables de mettre la pression sur nos dirigeants pour d'une part faire que l'Afrique devienne championne du monde du respect des droits naturels des êtres humains (hommes et femmes confondus) et d'autre part pour faire respecter nos intérêts dans tous les engagements internationaux que souvent nos haut-fonctionnaires ignorent malgré leurs multiples diplômes.

Il me plait de conclure avec ces deux pensées :

A- "Les pays africains sont encouragés à la division, afin que les puissances étrangères puissent asseoir leur domination. Il faut que l'Afrique s'unisse en un seul État comme les États-Unis d'Amérique, avec une seule armée, une seule économie, une seule monnaie. » Mouammar Kadhafi (adepte convaincu du panafricanisme de Marcus Garvey) – extrait de l'interview accordée à France24 et Radio France Internationale(RFI) le 6 Juillet 2010.

B- « LES TRAITRES de Marcus Garvey (17 août 1887, Saint Ann's Bay, Jamaïque-10 juin 1940, Londres)
Dans la lutte pour s'élever, les opprimés sont toujours handicapés par ceux d'entre eux qui trahissent leur propre race, c'est-à-dire par les hommes de peu de foi, et tous ceux qui se laissent corrompre et acceptent de vendre les droits de leurs propres frères.

Nous non plus, membres de la race noire, ne sommes pas totalement à l'abri de ce genre de fléau. Si j'exprime le fond de ma pensée, je dirai même que nous en sommes affligés plus que toute autre race, parce que nous n'avons pas la formation et la préparation nécessaires pour occuper la place qui nous revient parmi les peuples et les nations du monde. Chez les autres races, le rôle du traître se limite en général à l'individu médiocre et irresponsable.

Les traîtres de la race noire, malheureusement, sont la plupart du temps, des gens haut placés par l'instruction et la position sociale, ceux-là même qui s'arrogent le titre de leaders. De nos jours, en effet, tout individu, ou presque, qui tente sa chance comme leader de la race, commence par s'établir, tel un animal domestique, dans les faveurs d'un philanthrope d'une autre race : il va le voir, dénigre sa race dans les termes les plus vils, humilie sa fierté d'homme, et gagne ainsi la sympathie du «**grand bienfaiteur**», qui lui dicte ce qu'il doit faire dans son rôle de leader de la race noire. En général, **Erreur ! Nom du fichier non spécifié**. c'est : **«Va dire à tes gens d'être humbles et soumis ; dis leur d'être de bons serviteurs, obéissants et loyaux envers leur maître. Si tu leur enseignes ce genre de doctrine, tu peux toujours compter sur moi pour te donner 1000 dollars, ou 5000 dollars par an de revenus, pour ton journal et l'institution que tu représentes. Je te recommanderai à mes amis comme un brave homme sans problèmes»**.

Nanti de ces avis, et d'une promesse de patronage, le leader noir ordinaire s'en va guider les masses infortunées. Il nous dit tout le bien possible de Mr Untel, nous racontes combien nous avons de bons amis dans l'autre race, et assure que tout ira bien à condition qu'on s'en remette complètement à lui. Voici le genre de direction que nous subissons depuis un demi-siècle. Je ne vois là rien d'autre que perfidie et trahison de la pire espèce.

«Si l'homme qui met en difficulté son pays est un traître, celui qui brade les droits de sa race n'est pas autre chose. Tant que nous ne serons pas établis en tant que nation de 400 millions d'hommes (en 1910), et que nous n'aurons pas fait comprendre à ceux qui se sont placés à notre tête que nous sommes mécontents et dégoûtés ; tant que nous n'aurons pas choisi nous-mêmes un leader envers qui nous remplirons nos engagements, nous serons incapables de sortir du borbier de la dégradation et de nous élever vers la liberté, la prospérité et l'estime humaine ». Marcus Garvey (Photo- père du concept du panafricanisme, Garvey était un intrépide combattant contre l'humiliation infligée à la population de peau noire depuis 1500 ans d'esclavage arabe et européen)

May 29, 2011 9

Fernent/M.T.P-S

1-3 Cynthia McKinney : La frenzy sanguinaire de l'OTAN.

Depuis Tripoli, Libye.

Alors que je servais le comité des relations internationales du parlement entre 1993 et 2003, il m'est apparu comme évident que l'OTAN était devenu un anachronisme. Fondé en 1945 à la fin de la seconde guerre mondiale, l'OTAN fut créé par les Etats-Unis en réponse à la survie de l'URSS comme état communiste. L'OTAN était l'assurance américaine que la propriété capitaliste de l'Europe, de l'Asie et de l'Afrique demeure inchangée. Ceci permettait également la survie de l'apartheid global.

L'OTAN est un pacte de sécurité collectif où chaque membre s'engage à défendre un autre membre attaqué, ainsi formant une alliance voulant qu'une attaque contre un membre est une attaque contre l'ensemble des nations constituant l'organisation. Ainsi, si l'URSS avait attaqué un membre européen quelconque de l'alliance, le bouclier militaire américain aurait été activé. La réponse du berger à la bergère fut le pacte de Varsovie, qui maintenait un "cordon sanitaire" autour de la mère Russie si l'OTAN devait attaquer. Ainsi le monde fut divisé en deux "blocs" qui donnèrent naissance à la "guerre froide".

Les anciens "guerriers froids" d'aujourd'hui continuent de voir le monde en ces termes et, malheureusement, ne peuvent pas concevoir une Chine communiste et un empire soviétique amputé qui ne soient pas des ennemis des Etats-Unis, dont chaque pas sur la planète se doit d'être contesté. L'effondrement de l'URSS a donné une opportunité accélérée pour les USA d'exercer leur hégémonie dans une zone d'ancienne influence soviétique. L'Afrique et la masse continentale de l'Eurasie, contenant des anciens pays satellites soviétiques, ainsi que l'Afghanistan, le Pakistan, ainsi que beaucoup d'autres pays en "stan" de la région; ont toujours considérés comme importants dans les théories d'encerclement ou de "refoulement" de la politique étrangère états-unienne d'aujourd'hui.

Avec ceci en toile de fond, l'attaque de l'OTAN de la nuit dernière sur Tripoli est inexplicable. Une métropole civile de 2 millions d'habitants, Tripoli a subi 22 à 25 raids de bombardement la nuit dernière, faisant vibrer les fondations et cassant les fenêtres de l'hôtel où je réside.

J'ai donc quitté ma chambre de l'hôtel Rexis Al Nasr et j'ai marché dehors. Je pouvais sentir l'odeur des bombes qui avaient explosées. Il y avait des gens locaux partout dehors avec des journalistes de partout dans le monde. Alors que nous restions là, plus de bombes frappèrent la ville. Le ciel vira au rouge et plus de roquettes de l'OTAN coupèrent la fumée basse avant d'exploser.

J'avais le goût de la poussière épaisse soulevée par les bombes dans la bouche. J'ai de suite pensé aux munitions à uranium appauvri utilisées ici, ainsi que le phosphore blanc. Si des armes à uranium appauvri étaient utilisées maintenant, quels effets cela auraient-ils sur les civils ?

Des femmes portant de jeunes enfants sortirent de l'hôtel, d'autres coururent pour laver la poussière de leurs yeux. Avec les sirènes hurlantes, des véhicules de secours arrivèrent sur les lieux de l'attaque. Des alarmes de voitures déclenchées par les explosions répétées, pouvaient être entendues sous les chants de défi des gens. Des crépitements d'armes automatiques se firent entendre; il semblait que cela venait de tout autour de moi. Euronews montra une vidéo d'infirmières et de médecins chantant même à l'hôpital alors qu'ils soignaient les blessés de cette dernière mission "choc et stupeur" de l'OTAN. Soudainement, les rues autour de mon hôtel se remplirent d'une foule chantante, de voitures klaxonnant, je ne pouvais pas évaluer combien de personnes étaient là, marchant, combien conduisaient. Dans l'hôtel, une femme portant un bébé vint vers moi et me demanda pourquoi ils leur faisaient cela ?

Quelque soit l'objectif militaire de cette attaque (et je ne suis pas la seule à questionner la valeur militaire de ces attaques), le fait demeure que cette attaque en particulier a été déclenchée sur une ville majeure contenant des centaines de milliers de civils

Je me suis demandée si aucun des politiciens qui a autorisé ces attaques aériennes a été lui ou elle-même dans la zone de destination finale d'une munition à uranium appauvri guidée au laser. Ont-ils ou elles seulement vu les terribles dégâts que font ces munitions dans une ville et sa population ? Peut-être que s'ils étaient dans une de ces villes au sol, et percevaient la concussion de ces bombes et voyaient de leurs yeux le chaos causé, ils ne seraient peut-être pas si enclins à faire attaquer des populations civiles.

Je suis positivement sûre que l'OTAN n'aurait pas été si inhumaine concernant le respect de la vie humaine s'il s'était agit d'une ville occidentale. De fait, je suis confiante pour dire que l'OTAN ne serait pas appelée pour bombarder une ville européenne. L'OTAN n'attaque (comme les Etats-Unis et ses alliés) que les pauvres et sous-privilegiés du tiers monde.

Le jour d'avant, à une conférence de femmes à Tripoli, une femme vint à moi avec les larmes aux yeux: sa mère est à Benghazi et elle ne peut pas retourner pour savoir si sa mère est ok ou pas. Les gens de l'Est et de l'Ouest du pays vivent ensemble, s'aiment, se marient, et maintenant, à cause de l'"intervention humanitaire" de l'OTAN, les divisions artificielles ne font que se renforcer. Le recrutement d'alliés par l'OTAN dans l'Est du pays est marqué du même sceau que celui de la guerre froide qui a voulu assassiner Castro et renverser la révolution cubaine avec des "résistants locaux" capables de commettre des actes de terrorisme contre leur propre peuple. Plus proche de nous, la République Démocratique du Congo a été de facto amputée après que Laurent Kabila ait refusé une requête de l'administration Clinton de laisser tomber la partie la plus orientale de son pays. Laurent Kabila a personnellement raconté les événements et le meeting durant lequel la requête et le refus furent délivrés. Ce plan d'amputer et de balkaniser un pays africain (comme cela a aussi été fait au Soudan) n'a pas fonctionné, parce que Kabila a dit "non" alors que les Congolais autour du monde se mobilisaient pour préserver l'intégrité territoriale de leur pays.

Je fus horrifiée d'apprendre que les alliés de l'OTAN (les rebelles) en Libye ont lynchés, massacrés leurs

compatriotes à la peau plus noire après que la presse états-unienne ait étiqueté les Libyens noirs comme étant des "mercenaires noirs". Maintenant dites moi une chose: comment allez-vous enlever les noirs d'Afrique ? Des rapports de presse ont suggéré que des Américains "étaient surpris" de voir des gens à la couleur de peau noire en Afrique. Que pensez-vous de ces américains ?

Le plus triste là dedans, est que ce sont des Libyens eux-mêmes, qui ont été insultés, terrorisés, lynchés et tués, ceci résultant des rapports de presse qui ont hyper-sensibilisés cette ignorance de base. Qui sera tenu responsable des vies perdues dans cette frenzy sanguinaire résultant de ces mensonges ?

Ce qui me fait revenir à la question de cette femme: pourquoi cela se passe t'il ? Honnêtement, je n'ai pas pu lui donner la réponse raisonnée et éduquée à laquelle elle s'attendait. A mon sens, l'opinion publique internationale peine à pouvoir répondre au "pourquoi?".

Ce que nous savons et qui est clair est ceci: ce que j'ai expérimenté la nuit dernière n'est en aucun cas une "intervention humanitaire".

Beaucoup suspectent que tout cela est à cause du pétrole de la Libye. Appelez-moi sceptique, mais je me demande bien pourquoi les armées combinées de mer, terre et air de l'OTAN et des Etats-Unis, qui coûtent des milliards de dollars sont engagées contre un pays somme toute modeste d'Afrique du Nord et nous sommes sommés de croire qu'il s'agit de la défense de la démocratie.

Ce que j'ai vu dans ces longues files d'attente pour avoir de l'essence n'est pas une "intervention humanitaire". Le refus pour les hôpitaux de pouvoir acheter des médicaments n'est pas "une intervention humanitaire". Le plus triste est que je ne peux même pas donner une explication valide aux gens maintenant terrifiés par les bombardements de l'OTAN du pourquoi de toute cette affaire, mais il est transparent que l'OTAN a maintenant largement dépassé son mandat, a menti à propos de ses intentions, est coupable de meurtres extra-judiciaires et le tout au nom d'une "intervention humanitaire".

Où est le congrès alors que le président dépasse son autorité à faire la guerre ? Où est la "conscience du congrès" ?

Pour ceux qui ne sont pas d'accord avec l'avertissement de Dick Cheney qui nous diait de nous préparer à la guerre pour la prochaine génération, s'il vous plaît, supportez quiconque stoppera cette folie. S'oil vous plaît, organisez-vous et votez pour la paix. Les gens du monde ont besoin que nous nous levions et que nous parlions pour nous-mêmes et eux-mêmes, parce que l'Iran et le Venezuela sont aussi dans le feu croisé. Les Libyens n'ont pas besoin des hélicoptères, des bombes intelligentes, des missiles de croisière et de l'uranium appauvri de l'OTAN pour résoudre leurs différents. L' "intervention humanitaire" de l'OTAN a besoin d'être dénoncée pour ce qu'elle est vraiment dans les feux de la pure et éclatante vérité.

Alors que le crépuscule descend sur Tripoli, je me prépare avec la population civile à plus d'humanitarisme de la part de l'OTAN.

Arrêtez de bombarder l'Afrique et les pauvres du monde !

Cynthia McKinney

Cynthia McKinney est une ancienne députée de Georgie du congrès américain.

Elle peut-être contactée ici: hq2600@gmail.com.

Article original en anglais : [NATO's Feast of Blood](#), publié le 24 mai 2011.

Traduction : [Résistance 71](#)

[Mondialisation.ca](#), Le 28 mai 2011

[counterpunch.org](#)

<http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=25025>

2 Les brèves

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue de l'auteur mais doit être vu comme information.

2-1 Moscou estime que les frappes en Libye outrepassent le mandat de l'ONU.

Le ministère russe des Affaires étrangères a dénoncé mercredi l'intensification des frappes aériennes visant la capitale libyenne Tripoli, jugeant qu'elles constituaient "un écart grossier" par rapport au mandat de l'ONU.

"Des informations inquiétantes nous parviennent une nouvelle fois de Libye au sujet des puissantes frappes aériennes auxquelles ont procédé les forces de la coalition à Tripoli", a indiqué le ministère dans un communiqué.

"Il s'agit d'un nouvel écart grossier par rapport aux résolutions 1970 et 1973 du Conseil de sécurité de l'ONU", poursuit-il.

La coalition menée par l'Otan, qui espère précipiter la chute de Mouammar Kadhafi, a intensifié mardi ses bombardements sur Tripoli.

La diplomatie russe relève en particulier que des "bâtiments n'ayant pas un caractère militaire" ont été touchés par ces bombardements.

"Les frappes aériennes ne permettent pas de mettre un terme à la confrontation entre les parties libyennes et ne font qu'accroître les souffrances des civils libyens", estime le ministère.

La Russie, membre permanent du Conseil de sécurité, s'était abstenue le 17 mars de faire usage de son droit de veto lors du vote de la résolution 1973 qui a autorisé l'intervention d'une coalition internationale en Libye contre le régime du colonel Kadhafi pour protéger les civils.

Depuis, Moscou a vivement critiqué les bombardements de la coalition en Libye, jugeant qu'elle outrepassait le mandat défini par les Nations unies.

Ces nouvelles critiques russes interviennent à la veille du début du sommet du G8 en France, lors duquel les conflits secouant le monde arabe devraient être au cœur des discussions.

Ce que l'OTAN inflige à la Libye

Les flammes s'élèvent en tourbillons des épaves de huit navires de guerre libyens, détruits par des frappes aériennes de l'Otan, alors qu'elles reposent sur le flanc dans des ports le long de la côte libyenne. Leur destruction montre non seulement comment le Colonel Mouammar Kadhafi est pris dans un étau militaire, mais aussi le degré auquel les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne – et non pas les rebelles libyens – sont désormais les principaux acteurs dans la lutte pour le pouvoir en Libye.

Levif.be avec Belga

25 mai

3 Dossier

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

3-1 Marinella Correggia : Pluie de bombes sur les (civils) libyens. Qui espèrent encore.

« Est-ce possible : bombarder l'après-midi, juste à côté d'une université ? Heureusement qu'il n'y avait pas d'étudiants : nous avons fermé, ce jour-là, à cause d'un problème survenu la veille ». Ali Mohamed Mansour, originaire de Ajdabiya et recteur de la faculté d'économie et de sciences politiques de l'université Al Fateh, explique que c'est un camp militaire hors d'usage qui a été visé et touché, mais que le déplacement d'air a endommagé les salles de l'université. Il nous montre les lourds plafonds de ciment écroulés, les vitres brisées : « Quels Libyens protège-t-on et quels sont ceux qu'on veut éliminer ? »

A l'Académie des études supérieures, le directeur Milad Salad Milad nous montre sur son ordinateur la photo de sa fille Safa, deux ans et demie. La première nuit de bombardements, deux missiles sont tombés à 500 mètres de chez eux. En deux mois, Safa s'est plus ou moins habituée. Son père par contre ne s'est pas habitué à un autre fait : « Je me sens trahi par nos amis universitaires d'avant. Nous avions des contacts avec des centaines d'entre eux. Et deux seulement se sont manifestés, de l'étranger, depuis que la guerre a commencé. L'establishment ne m'intéresse pas, les Berlusconi qui passent du baise-main au poignard, mais mes collègues... pourquoi ? A cause, je crois, des mensonges quotidiens de la plupart des médias ».

Leila, étudiante de Sabrata, et Sausan, revenue des Etats-Unis il y a six ans avec un master d'anglais, demandent pourquoi les médias mentent et pourquoi l'ONU ne cherche pas la vérité. Réponse du professeur Saad Al Ghariani, enseignant de gestion des eaux : « Parce qu'en guerre la vérité n'a pas de dents . Et dans le cas libyen le type d'intervention extérieure choisi a accentué le conflit au lieu de le modérer ».

L'ingénieur Abdusalam Daghais s'arrête sur le projet de société des opposants de l'est : « Un groupe hétérogène avec une seule idée fixe : Kadhafi doit partir. Mais que veulent-ils pour le pays ? Plusieurs leaders de la révolte sont des anciens du régime. Ils sont parmi les responsables de la politique libyenne de ces derniers lustres. Et de la corruption aussi. D'autres sont à peine rentrés, après des décennies passées à l'étranger. Des aliens. Et puis parmi eux il y a des islamistes d'extrême-droite, des monarchistes, d'autres qui se disent communistes. Comment se mettront-ils d'accord ? Leur leader, Jibril, dit que la Libye devra devenir une économie de services. Il veut dire nous vendre au tourisme ? ».

Le professeur Al Ghariani poursuit : « Je ne suis pas un politicien, je vis modestement dans un appartement et je gagne ma vie comme enseignant, donc je peux me permettre de dire quelque chose sur le « Kadhafi dictateur ». C'est un mauvais usage du terme et pas tellement parce que formellement il n'a pas de charges : dans une structure comme celle de la Libye dirigée par les tribus, un leader est accepté s'il connaît les besoins de la population et arrive à les satisfaire. Et pendant ces dix dernières années les choses s'amélioreraient. Cette guerre tue la fleur en bouton. La majorité des Libyens désire des changements, la lutte contre la corruption, mais n'accepte pas cette énorme crise créée par un groupe restreint ».

Entre-temps, samedi dernier (21 mai 2011) s'est terminée la visite de notre groupe international, Global Civilians for Peace in Libya, invité par l'ONG Fact Finding Commission qui essaie de recueillir depuis Tripoli des preuves et des témoignages sur la guerre en Libye et sur les mensonges et réticences qui y sont attachés. Même si cela a toujours eu lieu sous l'œil attentif de nos anges gardiens libyens, des choses nous en avons vues et des témoignages nous en avons entendus pour nous faire une idée.

Les Global Civilians (à qui le vice-ministre des affaires extérieures Khaled Khaim a dit qu'il espérait beaucoup du sommet des chefs d'Etat de l'Union africaine prévu pour aujourd'hui -25 mai 2011, NdT- à Addis Abeba) en appellent à l'Ua, à l'ONU et à la Ligue Arabe pour que soient menées des enquêtes sérieuses sur le terrain. La délégation dénonce l'attaque de l'OTAN contre des infrastructures civiles et contre des citoyens. Et le silence des médias face aux diverses preuves vidéos et témoignages d'atrocités commises par les alliés libyens de la « coalition des volontaires ».

Les victimes de guerre, affirme-t-elle, sont des dizaines de milliers si on tient compte des personnes évacuées. Le sort des migrants est pire, si tant est que ce soit possible. Et à ce propos : les anciens travailleurs africains d'origine sub-saharienne en Libye orientale sont dans une « situation d'extrême urgence » selon ce que dénonce la Fédération internationale des droits de l'homme (Fidh). Malmenés, volés, licenciés sans paye, dans certains cas tués, les femmes souvent violentées (la même

accusation, inversée, parle de 270 femmes victimes des « viols de guerre » des troupes de Kadhafi). Mais au contraire de cette partie de la Libye sous contrôle de Kadhafi, où on a beaucoup parlé de toutes sortes d'atrocités, dans les pays et dans les journaux du démocratique Occident le sort de ces migrants semble n'intéresser et n'indigner personne.

Marinella Correggia

www.nato.int - 22 mai 2011

Edition de mercredi 25 mai de il manifesto

<http://www.ilmanifesto.it/area-abbonati/in-edicola/manip2n1/20110525/manip2pg/09/manip2pz/303748/>

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

<http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=24969>

3-2 John Pilger Bienvenue dans le monde violent de M. Hopey Changey

Nicolas Sarkozy veut « intensifier l'intervention militaire » de l'OTAN en Libye

"Kadhafi s'il veut rester vivant, doit quitter la Libye" (Obama)

Quand l'Angleterre a perdu le contrôle de l'Égypte en 1956, le premier ministre Anthony Eden (1) a dit qu'il voulait que le président Gamal Abdel Nasser *"soit détruit... assassiné... je me moque complètement que cela crée l'anarchie et le chaos en Égypte"*. Ces arabes insolents, avait dit Winston Churchill en 1951 devraient être renvoyés *"dans les caniveaux dont ils n'auraient jamais dus sortir."*

On a peut-être changé le vocabulaire du colonialisme mais l'esprit et l'hypocrisie sont toujours les mêmes. Un nouvel impérialisme se développe en réponse directe au soulèvement arabe qui a commencé en janvier et a choqué Washington et l'Europe causant une panique du style de celle d'Anthony Eden. La perte du tyran égyptien a été douloureuse mais pas insurmontable ; une contre révolution soutenue par les USA se précise au fur et à mesure que le régime militaire du Caire se laisse séduire par de nouveaux pots de vin et que le pouvoir passe de la rue à des groupes politiques qui ne sont pas à l'origine de la révolution. L'objectif de l'Occident est, comme toujours, d'empêcher l'avènement d'une vraie démocratie et de reprendre le contrôle.

La Libye est l'occasion rêvée. L'attaque de l'OTAN sur la Libye, avec le mandat du Conseil de Sécurité de l'ONU pour mettre en place une *"zone d'exclusion aérienne"* bidon afin de *"protéger les civils"* rappelle inévitablement la destruction finale de la Yougoslavie en 1999. L'ONU couvrait les bombardements de la Serbie et le *"sauvetage"* du Kosovo, et la propagande de l'époque rappelle celle d'aujourd'hui. Comme Slobodan Milosevic, Mouammar Kadhafi est un *"nouvel Hitler"* qui se prépare à commettre un *"génocide"* contre son propre peuple. Il n'y a aucune de preuve de cela pas plus qu'il n'y a pas eu de génocide au Kosovo. En Libye il y a une guerre tribale ; et le soulèvement armé contre Kadhafi a été récupéré par les Etasuniens, les Français et les Anglais, ce sont leurs avions qui attaquent les quartiers résidentiels de Tripoli avec des missiles à l'uranium appauvri et c'est le sous-marins anglais HMS Triumph qui envoie des missiles Tomahawk dans un remake de l'opération *"shock and awe"* (choc et terreur) d'Irak qui a fait des milliers de morts et d'estropiés. Comme en Irak, les victimes, qui incluaient d'innombrables conscrits de l'armée libyenne incinérés, sont des gens qui n'existent pas pour les médias.

Tout le monde sait que dans l'est "rebelle" on terrorise et on assassine les immigrants d'Afrique noire. Le 22 mai, fait exceptionnel, un article du Washington Post décrivait la répression, l'anarchie et les escadrons de la mort qui sévissaient dans les *"zones libérées"* juste au moment où la responsable des affaires étrangères européennes, Catherine Ashton, qui y était en visite, déclarait qu'elle ne trouvait là que *"de hautes aspirations"* et *"des qualités de leaders"*. Pour faire la preuve de ces qualités, Mustafà Abdel Jalil, le *"leader rebelle"* qui était le ministre de la justice de Kadhafi jusqu'en février, a promis que *"Nos amis... auraient les meilleures chances dans de futurs contrats avec la Libye"*. L'est détient la plus grande partie du pétrole, la plus grande réserve de l'Afrique. En mars, les rebelles, sous le parrainage expérimenté de l'étranger a *"transféré"* à Benghazi la Banque Centrale Libanaise, une institution qui appartient toute entière à l'état. C'est une première. De plus les USA et l'UE ont "gelé" près de 100 milliards de dollars de fonds libyens *"la plus grande somme jamais bloquée"* selon des déclarations officielles. C'est le plus gros cambriolage de banque jamais commis dans l'histoire.

L'élite française cambriole et bombarde avec enthousiasme. Le projet de Nicolas Sarkozy de l'Union pour la Méditerranée (UM) dominée par la France est un projet impérialiste qui permettrait à la France de "retourner" dans ses anciennes colonies d'Afrique du nord pour y profiter d'investissements privilégiés et de main d'oeuvre bon marché. Kadhafi a dit que ce projet était une *"insulte"* qui *"nous prenait pour des idiots"*. C'était aussi l'avis du gouvernement Merkel de Berlin qui, craignant que son vieil ennemi ne cherche à diminuer l'influence de l'Allemagne en Europe, s'est abstenue au vote du Conseil de Sécurité sur la Libye.

Comme pour l'attaque sur la Yougoslavie et la farce du procès de Milosevic, la Cour Criminelle Internationale est utilisée par les USA, la France et l'Angleterre pour poursuivre Kadhafi tout en ignorant ses offres répétées de cessez-le-feu. Kadhafi est un Mauvais Arabe. Le gouvernement de David Cameron et son proluxe général en chef veulent éliminer ce Mauvais Arabe, comme l'administration Obama vient de tuer un célèbre Mauvais Arabe au Pakistan. Le prince régnant du Barhein d'un autre côté est un Bon Arabe. Le 19 mai il a été chaudement reçu en Grande Bretagne par Cameron ; on a même fait une photo sur les marches du 10 Downing Street. En mars ce même prince a assassiné des manifestants désarmés et laissé les forces saoudiennes écraser le mouvement démocratique de son pays. L'administration Obama a récompensé l'Arabie Saoudite, un

des régimes les plus répressifs de la terre, avec un contrat d'armement de 60 milliards de dollars, le plus gros de l'histoire des USA. Les Saoudiens ont le plus de pétrole. Ils sont les Meilleurs Arabes.

L'assaut sur la Libye, un crime selon la loi de Nuremberg, est la 46ième "*intervention*" militaire de l'Angleterre au Moyen-Orient depuis 1945. Comme ses partenaires impérialistes, le but de la Grande Bretagne est de contrôler le pétrole de l'Afrique. Cameron n'est pas Antony Eden, mais presque. Même école. Mêmes valeurs. Dans le langage médiatique les mots colonialisme et impérialisme ne sont plus utilisés pour que les cyniques et les crédules puissent célébrer la violence d'état en des termes plus agréables.

Et pendant que "*M. Hopey Changey*" (2) (le nom que Ted Rall, le grand dessinateur humoristique étasunien donne à Obama) lance une nouvelle campagne présidentielle insupportable sous les flagorneries de l'élite britannique, le règne de la terreur anglo-étasunienne se poursuit en Afghanistan et ailleurs avec le meurtre des populations par des drones sans équipage -une innovation israélo-étasunienne adoptée par Obama. Il faut se souvenir que sur l'échelle de la souffrance infligée aux autres, des procès à huit clos et des prisons secrètes, en passant par la chasse à ceux qui divulguent des informations tenues secrètes et la criminalisation des opposants, jusqu'à l'incarcération et à l'appauvrissement de son propre peuple, pour la plupart des noirs, Obama ne vaut pas mieux que George W. Bush.

Les Palestiniens le comprennent bien. Bien que les jeunes Palestiniens affrontent bravement la violence du racisme israélien, avec les clés des maisons volées à leurs grands-parents dans la main, ils ne sont pas sur la liste des peuples du Moyen-Orient qui auraient dû être libérés depuis longtemps que détient M. Hopey Changey. Ce dont les opprimés ont besoin, a-t-il déclaré le 19 mai, c'est qu'on leur distille que "*les intérêts étasuniens sont essentiels pour eux*". Il nous insulte tous.

Notes :

(1) Anthony Eden succède à Churchill au poste de Premier ministre le 12 avril 1955. En novembre 1956, partageant la même analyse que Guy Mollet sur la nationalisation par Nasser du canal de Suez, il engage le Royaume-Uni dans l'expédition militaire de Suez aux côtés de la France, mais doit mettre fin aux opérations sous la pression des Américains. Cet échec sonne le glas de sa carrière politique et il se retire en 1957 pour raisons de santé. (Wikipédia)

(2) Hopey Changey : Nom donné par le célèbre dessinateur étasunien Ted Rall à Obama pour se moquer du motto de campagne d'Obama "hope for a change" (espérez que ça change) et autres promesses vaines de changement.

John Pilger

28 mai 2011

Visitez le site de John Pilger : www.johnpilger.com

Pour consulter l'original : <http://www.informationclearinghouse.info/article28194.htm>

Traduction : D. Muselet

28 mai 2011

<http://www.legrandsoir.info/Bienvenue-dans-le-monde-violent-de-M-Hopey-Changey.html>

<http://www.informationclearinghouse.info/article28194.htm>

3-3 A l'heure des dépenses militaires, regardez votre montre ! (La montre des dépenses militaires.)

Imaginez que vous avez au poignet une montre digitale qui n'indiquerait pas seulement les minutes et les heures, mais les chiffres des dépenses militaires de minute en minute et d'heure en heure.

Vous pouvez ainsi voir qu'**en Italie** on dépense en argent public, dans le secteur militaire, plus de **50 mille euros à la minute, 3 millions à l'heure, 76 millions par jour**.

Ce qui équivaut à environ **27 milliards d'euros** (38 milliards de dollars) **en une année**.

La montre est réglée sur les dernières données du **Sipri** relatives à la dépense militaire de 2010.

On peut voir la dépense mondiale sur un autre cadran : on dépense **dans le monde à des fins militaires plus de 3 millions de dollars par minute, 186 millions par heure, 4,5 milliards par jour**. Ce qui équivaut à **1.630 milliards de dollars en une année**.

Calculée nette d'inflation, la **dépense militaire mondiale en 2010 dépasse de 50% celle de 2001**. Dans le classement des pays qui dépensent le plus, les **Etats-Unis se trouvent nettement au premier rang avec environ 700 milliards de dollars annuels, équivalant à 43% de la dépense mondiale**.

Suivent la **Chine, la Grande-Bretagne, la France, la Russie, le Japon, l'Arabie Saoudite, l'Allemagne, l'Inde et l'Italie**.

Ces **dix pays totalisent les trois quarts de la dépense militaire globale des 171 pays recensés par le Sipri**.

Toutes ces données peuvent se lire sur la montre spéciale, que tout gouvernant devrait porter au poignet.

Le premier exemplaire de ces montres (avec gravé sur le boîtier en or massif « *God Don't Bless America* ») devrait être donné au président des Etats-Unis pour lui rappeler que, si en **2010 la dépense militaire mondiale a augmenté en termes réels de 20 milliards de dollars par rapport à 2009**, ceci est dû presque entièrement à la croissance de la dépense militaire étasunienne.

Si une telle somme avait été épargnée, on aurait pu **recueillir les 20 milliards de dollars** qu'Obama et les autres leaders, au Summit G8 de L'Aquila en 2009, avaient promis mais jamais donnés, **pour combattre la faim dont est victime dans le monde plus d'un milliard de personnes**.

En Italie, c'est avant tout le président de la République, le président du conseil et les membres du gouvernement qui devraient recevoir la montre, dans une série spéciale dédiée au centenaire de la première guerre de Libye (*le 5 octobre 1911 les troupes*

italiennes débarquèrent à Tripoli, NdT), particulièrement significatif aujourd'hui alors que **l'Italie est engagée dans la seconde guerre coloniale en Libye**.

Cette même montre, avec gravé sur le boîtier « *Souviens-toi que l'Italie répudie la guerre* » (Article 11 de la Constitution italienne : « *L'Italie répudie la guerre comme mode de solution des controverses internationales* », NdT), devrait être donnée aussi aux parlementaires. En particulier aux rangs bipartisans qui attribuent cette **année 800 millions d'euros d'argent public pour la guerre en Afghanistan** (après y avoir déjà dépensé plus de 3 milliards), auxquels s'ajoutent **plus de 100 millions par mois pour la guerre de Libye**.

Ce serait bien que cette montre soit aussi portée par les hommes politiques et les syndicalistes qui, tandis qu'ils se plaignent de la pression fiscale et de la rareté des fonds pour les dépenses sociales, oublient que chaque année l'Italie dépense dans le militaire l'équivalent d'une grosse loi de finances et qu'on trouverait les sous pour les dépenses sociales si on avait la volonté de réduire la dépense militaire.

Ce serait important que tous les citoyens portent cette montre. Ils verraient ainsi que **la dépense militaire d'une seule journée équivaut aux salaires annuels bruts de 3 mille enseignants ou autres travailleurs**.

Et ayant vu « *quelle dépense il est* », ils diraient qu'il est temps d'en finir.

Manlio Dinucci

Edition de mardi 17 mai 2011 de *il manifesto*

<http://www.ilmanifesto.it/area-abbonati/in-edicola/manip2n1/20110517/manip2pg/14/manip2pz/303302/>

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

3-4 Hans Köchler : La Résolution 1973 et l'intervention en Libye sont-elles légales ?

Le 29 mai 2011

Mémoire relatif à la Résolution 1973 du Conseil de sécurité et à son application par une « coalition de volontaires » sous le commandement des Etats-Unis et de l'OTAN

Le 17 mars 2011, le Conseil de sécurité des Nations Unies a adopté une Résolution dans le but de protéger la population civile dans le conflit interne à la Jamahiriya arabe libyenne. Bien que l'article 27-3 de la Charte des Nations Unies exige l'accord de tous les membres permanents pour toutes les décisions qui ne relèvent pas des questions de procédure, la décision adoptée sans le consentement de la Chine et de la Russie est considérée comme légalement valide puisqu'il est devenu coutumier parmi les membres des Nations Unies de considérer l'abstention comme un consentement.

Pour répondre aux exigences de l'article 39 de la Charte en ce qui concerne l'imposition de mesures coercitives, dont l'usage de la force, le Conseil a établi que la « *situation* » de conflit interne à la Libye constituait une menace pour la paix et la sécurité internationales. En violation des dispositions des articles 42 et suivants de la Charte relatifs à la mise en application collective de résolutions par le Conseil lui-même, les paragraphes opérationnels 4 et 8 de la Résolution autorisent tous les Etats membres à prendre au besoin, individuellement ou dans le cadre d'organismes ou d'arrangements régionaux, toutes mesures nécessaires pour protéger la population et faire respecter l'interdiction de tous vols dans l'espace aérien de la Jamahiriya arabe libyenne.

Il est évident que la délégation de pouvoirs quasi illimités aux parties et groupes régionaux intéressés, qui est devenue habituelle depuis les Résolutions de 1990/1991 sur la Guerre du Golfe, est incompatible non seulement avec la Charte des Nations Unies mais aussi avec le droit international. Bien que les dispositions des articles 43 et suivants de la Charte concernant la mise à la disposition du Conseil de sécurité de forces armées et de contingents de forces aériennes nationales soient restées lettre morte et que le Comité d'état-major ne soit jamais devenu opérationnel, le Conseil de sécurité ne peut en aucun cas autoriser l'usage de la force dont l'ampleur et la forme sont uniquement à la discrétion des parties qui s'offrent pour intervenir au nom de l'ONU. Les procédures évoquées dans les paragraphes opérationnels de la Résolution 1973 et leur application par les parties intéressées, dont l'OTAN, sont contraires à la doctrine de sécurité collective qui constitue la base des dispositions du chapitre VII de la Charte des Nations Unies sur plusieurs points importants :

1. La notion de « *toutes mesures nécessaires* » que les Etats membres intéressés sont invités à prendre pour « protéger les populations civiles » (§ 4) et « faire respecter l'interdiction de vol » (§ 8) est vague ; elle n'a pas été définie. Dans un contexte de politique internationale hégémonique, les termes imprécis sont inévitablement interprétés en fonction des intérêts particuliers des parties intervenantes et ils ne peuvent par conséquent jamais constituer la base d'actions légalement justifiées. Ces termes ont souvent été utilisés comme prétexte à un usage pratiquement illimité de la force.

2. L'absence de définition précise de l'expression « *toutes mesures nécessaires* » empêche d'entrée de jeu d'affirmer la compatibilité des mesures adoptées avec les buts affirmés dans la Résolution. En réalité, cela autorise les Etats et les groupes d'Etats intéressés ainsi que leurs dirigeants politiques et militaires à agir en dehors de tout contrôle et dans une totale impunité.

3. « *Autoriser* » les Etats à prendre « *toutes mesures nécessaires* » pour appliquer une Résolution légalement contraignante est une invitation à exercer un pouvoir arbitraire et arrogant et prive de tout sens les obligations de l'ONU envers le droit international. Le fait que le Conseil de sécurité, en utilisant l'expression « *toutes mesures nécessaires* », ait adopté auparavant la même approche, c'est-à-dire dans la Résolution 678 (de 1990), qui portait sur la situation entre l'Irak et le Koweït, ne justifie pas l'action actuelle dans le conflit interne à la Libye.

4. L'interprétation de l'expression « *toutes mesures nécessaires* » par deux membres importants du gouvernement britannique peu après l'adoption de la Résolution est une preuve des problèmes suscités par l'emploi de termes non définis et en particulier des abus de pouvoir qu'il invite à commettre. Les ministres de la Défense et des Affaires étrangères ont tous les deux explicitement exclu le fait de tuer le dirigeant libyen des mesures « *possibles* » autorisées par la Résolution. Bien qu'ils n'aient pas repris cette idée dans des déclarations ultérieures et que le Premier ministre britannique n'ait pas adhéré à cette interprétation de « *toutes mesures nécessaires* », la boîte de Pandore est maintenant ouverte.

5. Le Premier ministre de la Fédération de Russie a très justement qualifié la Résolution de « *défectueuse* » et d'« *imparfaite* » dans la mesure où elle permet « *n'importe quoi* » et ressemble à un « *appel médiéval à la croisade* ». Bien que ce jugement puisse paraître choquant aux gardiens attirés de l'humanité et représentants de la « *communauté internationale* », la procédure par laquelle les dirigeants d'un pays sont déclarés hors-la-loi internationaux et chaque Etat ou groupe régional est invité à se joindre au combat comme il l'entend ressemble effectivement à l'esprit des croisades. Or les déclarations de guerre médiévales n'ont rien à faire en droit international moderne. La justice expéditive et la mêlée générale humanitaire sont des éléments anarchiques qui appartiennent au système prémoderne des puissances impériales qui existait avant l'abrogation du *jus ad bellum*.

6. Dans le cadre des mesures d'application du chapitre VII de la Charte des Nations Unies, qui comprennent l'usage de la force, l'expression « *toutes mesures nécessaires* » invite effectivement les membres autoproclamés d'une « *coalition de volontaires* » à agir de manière unilatérale. C'est quelque chose qui non seulement subvertit mais pervertit la logique de sécurité collective des Nations Unies au service d'une politique impérialiste masquée derrière des motifs humanitaires comme ceux proclamés à l'aide du slogan « *responsabilité de protéger* » [1] (qui désigne un ensemble de principes adoptés en 2005 par l'Assemblée générale des Nations Unies) qui semble avoir remplacé celui, antérieur, d'« *intervention humanitaire* » [2].

7. L'interdiction stipulée à l'article 4-2 de la Charte aura perdu tout son sens si, au moyen d'une Résolution en rapport avec le chapitre VII, tout Etat membre peut réellement recourir à la force pour poursuivre un but abstrait de manière unilatérale et sans aucun contrôle.

8. L'objectif déclaré de « *protection des populations civiles* » a été appliqué par les Etats membres intéressés, avant tout par les anciennes puissances coloniales d'Afrique du Nord, en collaboration avec les Etats-Unis, de telle manière qu'il a fait encore davantage de victimes parmi les civils innocents.

9. Contrairement à l'objet du chapitre VII de la Charte, l'application de la Résolution 1973 par les parties intéressées a augmenté la menace à l'endroit de la sécurité internationale au lieu de la réduire. Ce qui était essentiellement un conflit interne résultant d'un soulèvement armé est devenu un conflit international. En intervenant dans un conflit interne aux côtés d'une seule partie, les Etats qui se sont chargés d'appliquer la Résolution, individuellement et au travers de l'OTAN, ont attisé le conflit et provoqué une situation qui pourrait conduire à une désintégration de la Libye, avec la perspective d'une instabilité à long terme dans toute la région nord-africaine et méditerranéenne.

10. La participation de l'OTAN en tant que coordinatrice de l'application de l'interdiction de vol et, finalement, de - toutes les opérations militaires en Libye, a encore compliqué la dimension internationale du conflit. L'OTAN est un pacte de défense mutuelle d'Etats européens ainsi que de la Turquie et des Etats-Unis. Même sous couvert de « *gestion des crises* » et de nobles motifs humanitaires, les opérations d'agression en Afrique du Nord – en dehors de la zone du Traité – continuent d'être une menace pour la paix et la sécurité. La participation de l'OTAN en tant qu'organisation régionale, bien qu'elle ne représente pas la région nord-africaine, témoigne également des dangers que constitue la formule d'autorisation générale de la Résolution 1973. Il est certain que l'OTAN représente un éventail d'intérêts totalement différents de ceux de la région concernée. Au vu de sa composition et de ses objectifs politiques, l'OTAN n'a absolument pas à agir en tant qu'exécutant exclusif des Résolutions du Conseil de sécurité en rapport avec le chapitre VII de la Charte des Nations Unies.

11. En décidant de « *protéger les populations civiles* » en Libye alors qu'il ne l'a pas fait dans des situations comparables au Bahreïn et au Yémen, le Conseil de sécurité a manifestement choisi une politique de deux poids deux mesures qui semble déterminée par les intérêts stratégiques et économiques des pays participants.

12. Avec une extrême hypocrisie, les pays participants dissimulent leurs intérêts évidents derrière l'objectif humanitaire affirmé dans la Résolution 1973. Sous couvert de « *responsabilité de protéger* » invoquée par le Secrétaire général des Nations Unies comme justification de la Résolution, un usage vraiment unilatéral de la force a été décidé qui équivaut à des mesures militaires qui, en tant qu'acte de guerre aux côtés d'une seule des parties à un conflit interne, dépassent considérablement l'objectif affirmé et sont appliquées dans une totale impunité et sans contrôle suffisant. Avec son expression « *toutes mesures nécessaires* » figurant dans la Résolution 678 (de 1990), le Conseil de sécurité s'est mué en simple spectateur. A cause de la disposition de l'article 27-3 de la Charte des Nations Unies concernant les votes, l'autorisation ne peut pas être annulée sans l'approbation des membres permanents qui ont réussi à l'introduire dans la Résolution.

13. Il faut rappeler que le paragraphe opérationnel no 6 de la Résolution 1970 (de 2011) par laquelle le Conseil de sécurité a soumis la situation en Libye à la Cour pénale internationale (CPI) fournit une sorte d'« *immunité préventive* » à tous les responsables et exécutants qui interviennent militairement en Libye – pays qui n'est pas partie aux Statuts de Rome – dans la mesure où leurs ressortissants, en dépit de la décision de l'article 13-b des Statuts, ne seront pas assujettis à la juridiction de la CPI. Cette approche qui revient à amender des Statuts en ce qui concerne sa juridiction territoriale, procédure à laquelle le Conseil de sécurité n'est pas habilité, révèle à nouveau la prédominance des considérations politiques sur celles de justice et de droits humains.

14. En lien avec la tendance du Conseil de sécurité, depuis la fin de la guerre froide, à s'arroger des pouvoirs que la Charte ne lui donne pas et à élargir son mandat en tant qu'« *administrateur de la justice* », la Résolution 1973 semble avoir encore étendu la portée de l'action sur la base du chapitre VII de la Charte au point d'inclure la protection des populations civiles dans des situations de conflit interne. Cependant, si le Conseil de sécurité aspire à appliquer le droit et à arbitrer les conflits internes, il devra respecter les principes fondamentaux du droit, et avant tout l'interdiction de l'arbitraire dans l'application de la loi. Tant qu'il encouragera des Etats membres à agir selon leur bon vouloir, les autorisant à servir leurs intérêts nationaux au prétexte d'agir au nom des Nations Unies, les pratiques du Conseil de sécurité représenteront une menace pour la paix et la sécurité internationales.

15. Etant donné les contradictions résultant de l'autorisation d'appliquer « *toutes mesures nécessaires* » contenue dans les Résolutions du Conseil de sécurité en rapport avec le chapitre VII de la Charte des Nations Unies, contradictions qui mettent en cause la légitimité de l'ONU en tant qu'agent de sécurité collective, les Etats membres de l'Assemblée générale des Nations Unies devraient envisager de solliciter un avis consultatif de la Cour internationale de justice conformément à l'article 96-1 de la Charte.

Dr. Hans Köchler

International Progress Organization

26 mars 2011.

Le professeur de philosophie autrichien Hans Köchler a été, de 1990 à 2008, directeur de l'Institut de philosophie de l'Université d'Innsbruck et il est aujourd'hui président du Groupe de travail autrichien de science et de politique, co-président de l'Académie internationale de philosophie et président de l'International Progress Organization dont il a été le co-fondateur en 1972.

Traduit de l'anglais par *Horizons et débats* (16.05.2011) : <http://www.horizons-et-debats.ch/index.php?id=2662> et repris par le *Réseau Voltaire* (27.05.2011).

Texte original en anglais (26.03.2011) : <http://www.i-p-o.org/IPO-nr-UN-Libya-28Mar.htm>

Hans Köchler

[Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca),

29 mai 2011

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19